

Carlos Fernández de Cossío dénonce l'hostilité croissante de Washington à l'égard de Cuba



La Havane, 22 mai, (RHC).- Carlos Fernández de Cossío, directeur général des États-Unis au ministère cubain des Affaires étrangères, a récemment dénoncé le renforcement du blocus étasunien et la recrudescence du discours hostile de Washington à l'égard de notre pays, ainsi que la multiplication des mensonges.

Au cours d'un point de presse, Carlos Fernández de Cossío a rappelé que le blocus a causé à Cuba des pertes dépassant les 4 milliards de dollars par an.

«Ce gouvernement a en plus pris des mesures si extrêmes comme la tentative d'empêcher l'arrivée à Cuba des carburants nécessaires pour faire tourner l'économie nationale. Si ces mesures n'ont pas réussi totalement c'est grâce à la solidité et à la fermeté de notre pays.

Mais c'est sans aucun doute une mesure extrême que nous avons qualifiée d'action non conventionnelle pour une période de guerre non déclarée ouvertement.

D'autre part, le gouvernement nord-américain s'est proposé de réduire au minimum les échanges bilatéraux officiels entre les deux pays. La coopération bilatérale qui a existé un jour entre Cuba et les États-Unis dans des questions sensibles dont l'application et l'accomplissement de la loi, la lutte contre le trafic de drogues et la lutte contre le terrorisme. Et en plus, Washington a posé un grand nombre d'obstacles aux échanges qui ne dépendent pas nécessairement du gouvernement comme les échanges académiques, culturels, religieux, sportifs, scientifiques et les échanges en matière de santé et a posé des obstacles aussi, ce qui s'avère curieux pour une année électorale, aux liens entre les Cubains qui vivent des deux côtés du détroit de Floride. »

Carlos Fernández de Cossío s'est référé en particulier à l'impact du renforcement du blocus sur le peuple cubain par ces temps de pandémie.

« Nous avons dû faire face à la pandémie tout en sachant que nous ne pouvons pas nous procurer une partie importante de produits, de composants et de matériaux qui sont ou de fabrication étasunienne ou fabriqués par des entreprises qui ont des liens avec les États-Unis.

On dit souvent que si Cuba demandait une licence, les ventes pourraient avoir lieu mais personne, connaissant le fonctionnement du commerce international et notamment comment cela se fait quand il y a des besoins urgents, ne peut supposer qu'on peut trouver des solutions urgentes aux demandes causées par une pandémie moyennant des processus dilatés délibérément comme ceux qu'établit le gouvernement des États-Unis. »

Le directeur général des États-Unis au ministère cubain des Affaires étrangères, a signalé que les attaques lancées par l'administration Trump contre l'aide médicale cubaine à la communauté internationale tentent de pointer du doigt Cuba comme un pays non viable.

« Cette question se trouvait déjà curieusement aux débats de la campagne électorale des États-Unis. Elle était identifiée comme l'un des soucis des électeurs avant que la pandémie ne frappe le monde. Donc, pour eux, il était un peu inacceptable qu'on voie Cuba, un pays qu'ils tentent de discréditer, comme un système vigoureux. Et pour comble, un pays qui a un système si puissant qu'il est à même de garantir la santé de son peuple et aussi de prêter des services médicaux à des millions de personnes dans le monde. Cela sur la base d'accords bilatéraux intergouvernementaux. Ce sont des accords totalement légitimes qui reposent sur les principes et les notions de diverses résolutions des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud. Celles-ci établissent que les États ou pays en voie de développement se complètent les uns les autres en vertu de leurs forces. C'est sur la base de ces principes que nous avons signés des conventions bilatérales avec bon nombre de pays. »

Le diplomate cubain a d'autre part qualifié l'inclusion de Cuba sur la liste des pays ne coopérant pas avec la lutte contre le terrorisme d'acte délibéré profondément malhonnête.

« Il s'agit d'une liste illégitime, une liste qui n'est reconnue par aucun forum international, par aucune autorité en matière de lutte contre le terrorisme. C'est une liste strictement unilatérale qui cherche à discréditer Cuba et à faire pression sur des pays tiers dans leurs relations avec Cuba.

Dans la pratique, l'impact de cette liste est l'interdiction pour les États-Unis d'exporter vers Cuba du matériel militaire ou de défense ou des services militaires et défense. Donc, nous continuerons à ne pas importer du matériel et des services de défense depuis les États-Unis. L'objectif de cette mesure a un caractère politique. »



Radio Habana Cuba